

Prochain numéro : N°123 (juin 2014)

Discriminations : spatialités et temporalités

Argumentaire :

L'émergence, en ce début du XXe siècle, de la question des *discriminations* dans les débats publics, s'est faite sur le fond d'un contexte qui a vu émerger également une autre préoccupation : l'exigence d'une *lecture différente de l'histoire et de la mémoire des rapports* entre sociétés et groupes sociaux. Ce croisement de la synchronie et de la diachronie, dévoile le double enracinement des réalités des discriminations : dans l'espace et dans le temps, dans les territoires et dans l'histoire.

Cette double articulation révèle à son tour la profondeur de cette *réification* des rapports sociaux dans un état d'injustice plus ou moins normalisé dans les imaginaires et les pratiques. Toutes les dimensions qui font société, diagnostic après diagnostic et étude après étude, s'avèrent concernées : les modalités des rapports collectifs dans tous les champs (habitat, accès aux droits, éducation, entreprise, santé, loisirs, etc.) comme les attitudes, à leur su ou à leur insu, de nombre d'acteurs.

Et si la question des discriminations révélait en fait plus que le *symptôme* social qu'elle affiche ? Les rapports à l'espace (ses frontières comme ses territoires d'assignations) ; les rapports à la surface sociale (du travail, de l'expression des identités, du genre, du « vivre-ensemble », etc.) ; les rapports à la citoyenneté (champs de l'exercice des responsabilités politiques, des pratiques religieuses) ; les rapports à l'histoire et à la mémoire (le post-colonialisme, les « subalternes », etc.) ; les rapports aux droits (espaces de vécus transnationaux, bi-nationalités, etc.), sont en pleins chamboulements et nécessitent de porter un autre regard sur la (les) manière(s) de *faire société* aujourd'hui. Et si cette questions faisait signe ainsi d'une véritable *mutation anthropologique* ?

Au-delà des volontés, éthiques, politiques et juridiques - nécessaires certes, mais pas toujours suffisantes - de lutter contre les *préjugés* des uns et des (sur les) autres et de corriger les pratiques et les *traitements*, c'est l'exigence d'une réelle *déconstruction des modalités* mêmes et des processus de *répétition*, dans le temps et dans les espaces, des rapports discriminants qui se pose et s'impose. Il s'avère important, pour une réelle politique « inclusive » dans les temporalités et les espaces en mutation de la Ville, de sortir la question de la « lutte contre les discriminations » des approches opérationnelles partielles (sans liens avec toutes les dimensions qui impactent les vécus spatiaux et psychosociaux) pour en faire un fer de lance de « la métamorphose de la question sociale ». Cette métamorphose, si elle est économique et sociale dans ses moteurs, est tout aussi anthropologique dans ses effets (notamment ségrégatifs) sur les rapports aux espaces et au temps.

Ce que mettent en jeu les réalités aujourd'hui révélées des discriminations, ce ne sont pas seulement les *contenus* des pensées (sciemment construits ou inconsciemment répétitifs) qui l'alimentent, mais les *manières* mêmes de penser et de construire les rapports dans les espaces et le temps. C'est à ce niveau qu'il faut s'atteler pour changer les réalités des rapports sociaux. Cela veut dire que c'est un double travail qu'il faut mener : sur la *déconstruction historique et mémorielle* de ce qui a « normalisé » les discriminations et sur la *déconstruction des pratiques actuelles* issues de cette normalisation.

La revue Ecarts d'identité souhaite contribuer, par ce numéro et en complémentarité avec d'autres approches, à ce travail de déconstruction des processus de discriminations en mettant en dialogue des regards analytiques sur leurs facteurs génératifs et des regards critiques sur les pratiques actuelles. Cette mise en dialogue nous semble nécessaire pour une approche *pratique*, susceptible

d'aider les acteurs concernés (notamment de la politique de la ville), au-delà aussi bien des diagnostics (aujourd'hui établis) que des démarches de sensibilisation, tout aussi nécessaires mais souvent non suffisantes.

E vous remerciant

Cordialement

Délai pour la remise des articles : **au plus tard le 30 mai 2014**

Nombre de signes maximum : 20 000 (**à ne pas dépasser**)

Proposition de contributions potentielles à solliciter

Suivant sa ligne rédactionnelle (une mise en dialogue des pratiques de l'analyse et de l'analyse des pratiques), la sollicitation est adressée aussi bien aux chercheurs (historiens, sociologues, etc.) sur cette question qu'aux acteurs dans le champ social et culturel concernés par cette dernière.

Sollicité-es :

- René Gallissot (historien)
- Fabrice Dhume (sociologue)
- Pascal Blanchard (historien)
- Benoit Falaize (historien)
- Abdellali Hajjat (sociologue)
- Génériques (Sauvegarde et valorisation de l'histoire de l'immigration)
- Franck Thénard-Duvivier (historien – Animateur des Ateliers de la citoyenneté, Education nationale)
- Olivier Cogne (Musée de la résistance et Musée dauphinois – Grenoble)
- Gérard Noiriél (historien)
- Laure Piaton (Directrice du Centre Patrimoine Arménien – Valence)
- Olivier Barlet (critique cinématographique et Rédacteur en chef de la revue Africultures)
- Hélène Hatzfeld (directrice du GIS IPAPIC – Groupement d'intérêt scientifique Institution patrimoniale et pratiques interculturelles, Ministère de la culture)
- Yvan Gastot (historien)
- Bahija Ferhat (ADATE, responsable mission Lutte contre les discriminations ethnique et genre)
- Nasima Moujoud (ethnologue – IEP Grenoble)
- Jacques Barou (sociologue-anthropologue – CNRS, IEP Grenoble)
- Patrick Chamoiseau (écrivain)
- Francis Arzalier (historien)
- ...